

Déploiement Règlement 39.7 et 39.8 et RSN

Rencontre répondants DSI-DSM

Par Teams le 4 avril 2023

10 h à 12 h

SUJETS	Compte rendu
1. Mot de bienvenue	Présentation de Mmes Marie-Ève Benoît et Mélina Royal, conseillères à l'OIIQ qui se joignent à nous pour cette rencontre.
2. Présentation de l'ordre du jour	Aucun ajout proposé.
3. Déploiement : points de suivi <ul style="list-style-type: none"> a. Suivi <ul style="list-style-type: none"> - Regroupements RPA - Ministère de la Famille et CPE - Enjeux directions : formateurs retraités, PAB étrangers, désengagement des milieux, registres, collaboration DSI-DSM, chargée projets, libération, reddition rencontre Gestred,.. - Implication direction recherche – enseignement ? b. Suivi modifications réglementaires et au Code des professions <ul style="list-style-type: none"> - Enjeux d'accès et molécules en lien avec l'administration des médicaments c. Enjeu milieu carcéral (formulaire enregistrement distribution) 	<p><u>a. Rencontre de regroupements de RPA</u></p> <p>Le Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQRA) et le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH) ont été rencontrés pour présenter le Règlement et la RSN.</p> <p>Ils ont accueilli favorablement les modifications au Règlement concernant les formations reconnues. Cela répond au besoin d'accès en raison de la mobilité du personnel.</p> <p>Nous leur avons mentionné que la compétence 6 était à privilégier en raison de l'obligation pour les PAB en RPA de compléter l'AEP-RPA en vertu du Règlement sur la certification des RPA. Toutefois dans l'impossibilité, la formation des établissements est également reconnue pour les activités de soins confiés.</p> <p><u>Ministère de la Famille (MFA) et CPE</u></p> <p>Rencontre avec le Ministère de la Famille concernant l'enjeu relatif à l'alimentation entérale dans les CPE.</p> <p>Nous sommes en attente d'un suivi de la direction responsable des CPE afin d'organiser une rencontre d'information nationale où l'Ordre des diététistes et nutritionnistes du Québec serait également présent. Le MFA demande aux établissements d'attendre la rencontre provinciale avant de communiquer avec les instances régionales des milieux de garde des différents territoires. Nous transmettrons par la suite aux établissements du RSSS la trajectoire de communication.</p> <p>Rappelons que des CPE sont retissant à effectuer de l'alimentation entérale aux enfants. Cet enjeu a été identifié à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau Règlement et ce, malgré le fait qu'aucune modification n'ait été apportée pour ces lieux.</p>

Lors de la dernière rencontre, des nutritionnistes ont proposé d'élaborer un guide pour l'alimentation entérale en CPE. Cette proposition a été accueillie favorablement par les répondants et sera présentée au MFA afin d'en valider le besoin.

Question : Si un usager du SAD va dans une garderie qui n'est pas sur le territoire le même territoire, à qui revient qui a la responsabilité de former les aides-soignants.

K. Labarre mentionne que cela dépend de la trajectoire de soins et de services entre les établissements. Le Règlement ne précise pas à qui revient la responsabilité. Il s'agit de gouvernance interne et de collaboration entre les établissements du MSSS. Il importe de s'assurer qu'il n'y a pas de rupture de services pour l'enfant.

Question : Sophie Castonguay mentionne qu'elle a fait une demande à l'Ordre des nutritionnistes concernant leur plan de communication auprès des membres pour expliquer le Règlement et la RSN. Elle n'a reçu aucune réponse à cet effet. Elle mentionne qu'une communication comme celle effectuée par l'Ordre des inhalothérapeutes serait facilitante pour les établissements puisque cela demeure une surprise lorsqu'elle présente le tout aux nutritionnistes. Elle demande si le MSSS pourrait faire une relance.

K. Labarre mentionne qu'elle assurera un suivi de cette demande auprès de l'Ordre des diététistes et nutritionnistes du Québec.

Enjeux rapportés lors de tables nationales de direction service clientèle

Il a été demandé aux conseillères responsables de ce dossier dans les différentes directions au MSSS d'assurer un suivi du déploiement et d'identifier les enjeux. Un « one pager » des principaux éléments à aborder est transmis. Les répondants DSI-DSM le recevront par courriel à la suite de cette rencontre.

Enjeux identifiés surtout au niveau du SAD dont : difficulté à identifier des formateurs (rappel pour les retraités), les registres non informatisés, formation obligatoire de 14 h pour les personnes détenant des chèques emplois services.

Nuance pour les personnes proches aidantes (PPA) qui reçoivent des CES lesquelles sont visées par l'article 39.6 du Code des professions. La définition PPA est définie dans la *Loi visant à reconnaître et à soutenir les personnes proches aidantes*.

Elle invite les répondants à travailler en étroite collaboration surtout avec le SAD qui se sentent peut soutenus par les DSI-DSM.

b. Suivi des modifications réglementaires

Sylvie Decarie demande si les modifications au règlement présentées lors de la dernière rencontre sont effectives.

	<p>MSSS mentionne que les modifications doivent suivre le processus d’approbation règlementaire. Ces modifications seront présentées sous peu au CA de l’Office des professions du Québec puis en publication pour la version projet dans la Gazette Officielle.</p> <p>Marie-Ève Benoît mentionne que le règlement est toujours en vigueur.</p> <p>Il est également précisé que même lorsque le Règlement modifié sera en vigueur, la supervision directe doit toujours être privilégiée lorsque cela est possible et ce, pour toutes les voies d’administration.</p> <p>Question : S. El Fassi soulève que les RI RTF trouvent les formations de 14 h trop lourdes. Est-ce qu’ils peuvent utiliser l’ancienne version de la formation pour le moment.</p> <p>MSSS précise que l’objectif du délai demandé à OPQ et aux ordres pour l’implantation de la formation n’est pas d’attendre la date limite pour la déployer mais bien de permettre un délai pour permettre le déploiement en étape. D’ailleurs une reddition de compte permettra de suivre la formation d’aides-soignants dans les établissements.</p> <p>Questions : J. Laplante, est-ce qu’il a été prévu dans l’ouverture du règlement que la formation de 14 h puisse être donné directement dans les écoles secondaires avec une attestation.</p> <p>MSSS mentionne que cela n’est pas possible puisque cette formation est une formation continue et ne mène pas à l’obtention du diplôme. Le ministère de l’éducation est responsable des programmes de formation initiale menant l’obtention des diplômes. Les programmes de formation continue ne sont pas sous la responsabilité du MEQ</p> <p>Question : C. Rivest mentionne que les ressources sont limitées au SAD et que la coordination de supervision et de l’autorisation est difficile en SAD et un enjeu en lien les ressources de soir et de fin de semaine.</p> <p>MSSS précise que c’est un des enjeux qui a été rapporté à l’OPQ et aux ordres dans le cadre des modifications règlementaires demandées et que les nouvelles dispositions devraient permettre d’y répondre.</p> <p>c. Les enjeux en milieu carcéral seront abordés lors d’une rencontre ultérieure</p>
<p>4. Registre</p> <p>a. Démonstration modèle du CIUSSS Ouest MTL (MP Bourbonnais)</p>	<p>Mme Bourbonnais présente le modèle que le CIUSSS de l’ouest de l’île de Montréal utilisé lors de la campagne de vaccination provinciale. Modèle à partir Smartsheet.</p> <p>La présentation sera acheminée aux répondants à la suite de la rencontre.</p>

<p>5. Écoles et autres milieux de vie substituts pour enfants</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Définition b. Conditions prévues au Règlement c. Soutien des milieux et formation d. questions 	<p>a. <u>Définition</u></p> <p>À partir du Règlement, K. Labarre explique la définition des « autres milieux de vie » tout milieu de garde, camp de vacances ou de jour, services de répit extérieurs au domicile de l'enfant (Section I). Elle invite les participants à se référer directement au Règlement.</p> <p>Exemption concernant les RTF est également précisé dans la section des définitions.</p> <p>Une distinction est faite entre les RI-RTF qui accueille des enfants versus les écoles et autres milieux de vie substitut pour enfant.</p> <p>b. <u>Conditions prévues au Règlement</u></p> <p>Les seuls lieux qui n'ont pas l'obligation de la formation de 14 h sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les écoles et autres milieux de vie substituts pour enfants; ✓ RTF de type famille d'accueil dont les enfants confiés en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse ne présentent pas de problème de santé nécessitant des soins particuliers. <p>Distinction entre les 2 types d'activités de soins :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Code des professions inclut les écoles et autres milieux de vie substituts pour enfant à l'article 39.8 mais ce lieu n'est pas nommé dans l'article 39.7 (soins invasifs). C'est en vertu du Règlement que ces lieux sont autorisés à effectuer des soins invasifs. ✓ Aucune condition décrite au Règlement pour l'administration des médicaments (article 39.8). Les conditions au Règlement pour ce lieu sont décrites à la section IV et visent uniquement les activités de soins invasifs en vertu de l'article 39.7 du Code des professions. ✓ Ce sont les parents qui sont responsable de donner les directives pour l'administration des médicaments dans ces lieux. Il est réitéré que ce ne sont pas les professionnels qui sont responsable des directives relatives à l'administration des médicaments. Cela n'empêche pas de soutenir cette activité ou d'intervenir lorsque des situations sont jugées non sécuritaires. ✓ Un cadre de référence pour les milieux scolaires est en cours de validation et sera édité par le MEQ afin de donner des orientations aux directions d'écoles pour l'encadrement d'activité de soins par le personnel désigné. Il s'agit d'une collaboration MSSS- RSSS- MEQ. ✓ Ces lieux n'ont donc pas l'obligation de suivre la formation de 14 h. Cela permet donc aux établissements d'avoir de la latitude pour soutenir les écoles. Par exemple, donner une formation ciblée sur l'administration d'insuline. Le contenu de la formation de 14 h peut être utilisé pour utiliser les contenus à donner.
---	---

Question : Mme Nancy Boisvert demande si les parents sont responsables de l'administration des médicaments au-delà de 14 ans.

KL mentionne qu'il s'agit d'une question juridique en raison de la Loi pour qui les parents sont responsables pour les moins de 14 ans et qu'après cet âge les jeunes sont considérés comme étant autonome en regard de leurs soins de santé. Si plus de 14 ans, les concepts d'aptitude ou d'inaptitude comme pour les personnes adultes s'appliquent.

Question : Amélie Ouellet demande la formation élaborée par le MSSS peut être utilisée pour donner des contenus aux écoles.

KL Absolument

Question : Caroline Rivest demande si un âge est prédéterminé pour l'aptitude à prendre sa médication chez les jeunes. Comment le parent fait pour établir si distribution ou administration? Est-ce en lien avec un âge en particulier?

KL mentionne qu'on peut difficilement demander au parent d'établir la distinction lorsque ce n'est pas évident. Le cadre de référence en santé scolaire demande de documenter la distribution ou l'administration par le personnel et cela se fera sur le même formulaire.

Obligation d'une entente entre les établissements et les centres de services scolaires doit être convenue afin de permettre de confier des activités de soins invasifs dans ces lieux.

Question : N. Boisvert demande s'il existe un modèle d'entente déjà fait.

KL mentionne qu'un échange a eu lieu avec la Direction des affaires juridiques à cet effet. Le MSSS examine les possibilités pour répondre à cette demande.

Autres conditions décrites:

- ✓ Ces lieux ont les mêmes conditions que pour les autres lieux concernant les activités de soins invasifs confiées soit la formation avec un professionnel habilité, la supervision jusqu'à la maîtrise des compétences puis l'autorisation.

Question : Sophie Castonguay mentionne que pour la formation de l'alimentation entérale, celles-ci sont données par des compagnies privées.

KL mentionne que la réponse se trouve à l'article 7 lequel exige que la formation s'effectue auprès d'un professionnel habilité de l'établissement ou du lieu selon l'entente. Ainsi, celle-ci ne peut être donnée par des professionnels habilités qui exercent pour le compte d'une compagnie privée.

	<p><u>Enjeu relatif à la pratique des nutritionnistes</u></p> <p>S. Castonguay souhaite que l'Ordre des nutritionnistes clarifie le besoin d'avoir pour les nutritionnistes une ordonnance médicale pour intervenir alors que dans ces lieux, il s'agit souvent d'ordonnances professionnelles. Les nutritionnistes ont de la difficulté à obtenir ces ordonnances. Cela est une contrainte à l'implication des nutritionnistes.</p> <p>Mme Lacroix mentionne qu'une nutritionniste est en droit de prescrire des vitamines et des minéraux ainsi que d'ajuster l'insuline si elle a son droit de prescrire. L'ordonnance collective ou individuelle est requise pour le droit de prescrire.</p> <p>C. Rossel demande comment une nutritionniste peut confier l'administration des médicaments par voie entérale si elle n'a pas d'ordonnance. La nutritionniste a besoin de l'ordonnance médicale pour effectuer ses activités.</p> <p>KL se questionne car l'enfant qui reçoit un médicament par voie entérale a une prescription médicale.</p> <p>Marie-Hélène Giroux affirme que la nutritionniste peut administrer l'alimentation puisqu'elle est prescrite. Toutefois concernant le droit de prescrire, la nutritionniste a besoin d'une référence d'un médecin ou d'une IPS en bon et dû forme.</p> <p>Mme Lacroix adressera la question à l'Ordre des nutritionnistes afin de clarifier le tout et nous reviendra lors de la prochaine rencontre.</p>
<p>5 Autres Questions</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Double vérification indépendante en SAD (Question guichet) b. Ententes 	<p><u>b. Ententes</u></p> <p>RPA entente de collaboration en lien avec le Règlement sur la certification des RPA. C'est en cours d'élaboration et les éléments requis relatifs aux activités 39.7 et 39.8 y sera inclus.</p> <p>Question : Line Allaire demande si l'entente est descendue car des modèles d'entente entre le CIUSSS Estrie-CHUS ont été élaborés et exige qu'elles soient signées par les RPA. L. Allaire a été convoquée à cet effet car son établissement veut savoir jusqu'où ils vont avec 39.7 et 39.8 dans cette entente.</p> <p>KL suggère de demander à la DQÉPÉ de l'établissement de s'informer auprès de leur interlocuteur et la direction SAD du MSSS car le modèle d'entente de collaboration est en cours d'élaboration et qu'elle n'est pas encore descendue dans le RSSS étant présentement en validation.</p> <p>Question : N. Maddalena demande s'ils doivent attendre l'entente de collaboration pour les RPA et le cadre de référence en milieu scolaire avant de déployer la RSN.</p> <p>KL précise que le cadre de référence en santé sera édité par le MEQ et nous souhaitons qu'il soit effectif pour la rentrée scolaire de l'automne 2023. Toutefois, pour les RPA la règle de soins nationale est déjà effective ainsi que les formulaires. Le modèle d'entente de collaboration est un guide pour les établissements et les RPA afin de s'assurer que tous les éléments relatifs au Règlement sur la</p>

	certification des RPA s’y trouvent.
6 Varia <ul style="list-style-type: none"> a. Formulaires enregistrement pour médicaments PRN et distribution des médicaments b. Préparation par les pharmacies communautaires 	Ces points seront reportés à la prochaine rencontre.
7 Planification de la prochaine rencontre répondants DSI-DSM	Une invitation sera acheminée aux répondants dans 4 semaines.

Direction nationale des soins et services infirmiers – 2023-04-26